

## Bijlage 2. —Bijzondere schalen

## Eerstaanwezend arbeider eerste klas (R 34)

## Schaal 34/S1

654 567 — 852 269	
3 x 1	8 904
4 x 2	10 687
9 x 2	14 247

## Eerstaanwezend arbeider eerste klas (R 34)

## Schaal 24/S2

619 848 — 817 541	
3 x 1	8 904
4 x 2	10 687
9 x 2	14 247

## Eerstaanwezend arbeider (R 32)

## Schaal 32/S

606 195 — 775 384	
3 x 1	8 904
4 x 2	10 687
9 x 2	14 247

Gezien om gevoegd te worden bij het besluit van 13 april 1995 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot vaststelling van de bezoldigingsroeging van het personeel van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

Vanwege het College

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College

R. HOTYAT,

Lid van het College, belast met de Begroting en het Openbaar Ambt

F. 95 — 2333

[C — WIN — 31316]

**13 AVRIL 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française  
relatif à la carrière des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 163 et 178 de la Constitution;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté 93/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 93/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole n° 95/3 du Comité particulier de négociation signé en date du 10 avril 1995;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1er.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° Les services du Collège :

Les services visés à l'article 3 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française :

## 2° Le règlement du personnel :

Le règlement du personnel visé à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 avril 1995 fixant le règlement du personnel des services du Collège.

## CHAPITRE Ier. — Des règles générales en matière de carrière et de promotion

**Art. 3.** La carrière des fonctionnaires des services du Collège est organisée en grades, en niveaux et en rangs hiérarchiques.

Les niveaux des grades que peuvent porter les fonctionnaires sont numérotés de 1 à 4, le chiffre 1 étant attribué au niveau supérieur.

Dans chaque niveau, les rangs sont numérotés selon l'ordre de leur importance hiérarchique, le nombre le plus grand correspondant au rang le plus élevé.

Chaque rang est désigné par un nombre de deux chiffres, le chiffre de gauche indique le niveau, celui de droite situe le rang dans son niveau.

Le niveau 1 comprend 7 rangs numérotés de 10 à 16.

Le niveau 2+ comprend 4 rangs numérotés de 26 à 29.

Le niveau 2 comprend 6 rangs numérotés de 20 à 25.

Le niveau 3 comprend 4 rangs numérotés de 30 à 35.

Le niveau 4 comprend 3 rangs numérotés de 42 à 44.

**Art. 4.** Les promotions peuvent être octroyées par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur.

**Art. 5.** Le règlement du personnel établit les grades qui donnent accès à chacun des emplois à octroyer par avancement de grade.

Il peut fixer des conditions supplémentaires en matière de qualification professionnelle requise pour occuper l'emploi qui correspond au grade à conférer.

**Art. 6.** Le règlement du personnel établit également les grades qui peuvent être conférés par nomination par changement de grade, ainsi que les grades qui y donnent accès.

Seuls les fonctionnaires ayant une ancienneté de grade d'au moins six mois, peuvent prétendre à un changement de grade.

Le règlement du personnel peut prescrire une ancienneté de grade plus élevée et imposer des conditions supplémentaires en matière de qualification professionnelle requise pour occuper l'emploi qui correspond au grade à conférer.

Il peut, en outre, prescrire la vérification de l'aptitude professionnelle et, le cas échéant, en fixer les règles.

**Art. 7.** Sauf dans les cas visés par les dispositions régissant la carrière plane, tout emploi non occupé est déclaré vacant par le Collège avant qu'il ne puisse être conféré par voie de promotion par avancement de grade ou par nomination par changement de grade.

Le règlement du personnel établit la façon dont la vacance sera communiquée aux intéressés, le délai entre l'appel aux candidats et l'introduction des candidatures ainsi que la forme dans laquelle celles-ci doivent être introduites.

**Art. 8.** Pour chaque nomination par changement de grade et chaque promotion par avancement de grade au sein du niveau 1, le Conseil de direction émet un avis motivé.

Le Conseil de direction se prononce dans son avis sur chaque candidat qui répond aux conditions pour occuper l'emploi.

Il prend en considération :

1° la description de la fonction et les conditions générales et particulières;

2° les titres que le candidat peut faire valoir pour obtenir une nomination ou une promotion dans l'emploi vacant.

3° le dossier d'évaluation des candidats.

Dans le cas où plusieurs candidats peuvent faire valoir les mêmes titres ou des titres équivalents à une nomination ou à une promotion dans un emploi vacant, la préférence sera donnée au fonctionnaire qui a reçu l'évaluation la meilleure.

Le Conseil de direction formule une proposition de nomination qui comprend au maximum six candidats par emploi vacant.

Les candidats sont classés dans l'ordre selon lequel ils sont pris en considération pour la nomination.

La proposition est notifiée aux fonctionnaires qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

Le fonctionnaire qui s'estime lésé peut, dans les 10 jours ouvrables de la notification, introduire une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant qui en saisit le Conseil de direction.

A sa demande, le fonctionnaire est entendu par le Conseil de direction. Il peut se faire assister par une personne de son choix.

Le Conseil de direction formule une proposition définitive.

Si la proposition est émise à l'unanimité, elle est prioritaire.

**Art. 9.** A l'exception des promotions en carrière plane, pour toute nomination par changement de grade et toute promotion par avancement de grade au sein des autres niveaux que le niveau 1, les propositions sont faites par le fonctionnaire dirigeant.

Pour les promotions au sein d'un même niveau, la préférence est donnée au candidat qui a reçu l'évaluation la meilleure.

Dans le cas où plusieurs candidats ont reçu l'évaluation la meilleure, la préférence sera donnée au candidat :

1° qui a l'ancienneté de grade la plus élevée;

2° qui a l'ancienneté de service la plus élevée au cas où l'ancienneté de grade est identique.

3° le plus âgé au cas où l'ancienneté de service est identique.

Les propositions sont notifiées aux fonctionnaires qui ont posé leur candidature pour occuper l'emploi à conférer.

Le fonctionnaire qui s'estime lésé peut, dans les 10 jours ouvrables de la notification, introduire une réclamation auprès du fonctionnaire dirigeant.

Il est entendu par le fonctionnaire dirigeant à sa demande. Il peut se faire assister par une personne de son choix. Le fonctionnaire dirigeant formule sa proposition définitive.

**Art. 10.** Les promotions par avancement de grade et les nominations par changement de grade sont conférées :

a) par le Collège pour les grades de niveau 1;

b) par le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique pour les grades de niveau 2+, 2, 3 et 4.

**Art. 11.** La promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur ainsi que le changement de grade sont attribués sans que ceux-ci puissent comporter d'autres barrières entre les différents services d'une même institution que celles qui sont créées par le Collège.

## CHAPITRE II. — *De la carrière plane*

### *Section Ire. — Dispositions générales*

**Art. 12.** Les carrières planes sont celles fixées à la section 2 du présent chapitre.

**Art. 13.** Sauf évaluation négative, le fonctionnaire qui se trouve en carrière plane est promu à chacun des grades que cette carrière comporte dès qu'il compte une ancienneté de grade de quatre ans puis de huit ans.

Il ne peut être nommé à un autre grade que ceux qui constituent la carrière plane sauf si l'intéressé :

1° est titulaire au moins du second grade de ceux qui constituent la carrière plane;

2° a réussi un concours d'accession au niveau supérieur.

### *Section II. — Des carrières particulières*

#### *Sous-section I. — De la carrière du personnel de niveau 1*

**Art. 14. § 1er.** Le grade de médecin chef de service de rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux médecins de rang 10 ayant quatre années d'ancienneté de grade.

§ 2. Le grade de conseiller adjoint du rang 11 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux fonctionnaires de rang 10 ayant quatre années d'ancienneté de grade.

#### *Sous-section II. — De la carrière du personnel de niveau 2+*

**Art. 15.** Les grades de rang 26 sont conférés aux lauréats d'un concours de recrutement, titulaires du diplôme en rapport avec l'emploi à conférer, ou aux fonctionnaires de rang 22 au moins moyennant la réussite d'un concours d'accession au niveau supérieur et ayant suivi une formation en rapport avec l'emploi à conférer.

**Art. 16.** Les grades du rang 27 sont conférés selon les règles de la carrière plane. Ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 26.

**Art. 17.** Les grades du rang 28 sont conférés selon les règles de la carrière plane. Ils sont réservés aux fonctionnaires de rang 27.

#### *Sous-section III. — De la carrière du personnel de secrétariat de direction*

**Art. 18.** Le grade de secrétaire de direction au rang 26 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement ou aux assistants de direction en chef et assistants de direction principaux moyennant la réussite d'un concours d'accession au niveau 2+.

**Art. 19.** Le grade de secrétaire principal de direction au rang 27 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux secrétaires de direction du rang 26.

**Art. 20.** Le grade de secrétaire de direction en chef au rang 28 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux secrétaires principales de direction du rang 27.

#### *Sous-section IV. — De la carrière des assistants de direction*

**Art. 21.** Le grade d'assistant de direction au rang 21 est conféré aux lauréats d'un examen d'accession au niveau supérieur.

**Art. 22.** Le grade d'assistant de direction principal au rang 22 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux assistants de direction du rang 21.

**Art. 23.** Le grade d'assistant de direction en chef au rang 23 est conféré selon les règles de la carrière plane. Il est réservé aux assistants de direction principaux du rang 22.

#### *Sous-section V. — De la carrière du personnel de niveau 3*

**Art. 24.** Les fonctionnaires revêtus des grades de commis, de commis aide-comptable, de commis-dactylographe et de commis-sténo-dactylographe du rang 30 peuvent être respectivement promus au grade de commis-principal, commis aide comptable principal, commis-dactylographe principal et de commis-sténo-dactylographe principal de rang 32 selon les règles de la carrière plane.

Les fonctionnaires revêtus des grades de commis principal, de commis aide comptable principal, commis-dactylographe principal et de commis-sténo-dactylographe principal peuvent être promus respectivement au grade de commis chef, commis aide comptable chef, commis-dactylographe chef et de commis-sténo-dactylographe chef conformément aux règles de la carrière plane.

Sans préjudice de l'application éventuelle de l'article 25 du présent arrêté, les fonctionnaires revêtus d'un des grades énumérés à l'alinéa précédent, ne peuvent être nommés par avancement de grade ou par changement de grade à un autre grade que celui qui est prévu.

**Art. 25.** Le présent article s'applique aux commis-dactylographes, commis-dactylographes principaux, commis-dactylographes chefs, commis-sténo-dactylographes, commis-sténo-dactylographes principaux et aux commis-sténo-dactylographes chefs qui sont âgés de 45 ans au moins ou qui comptent au moins quinze ans de services effectifs dans ces grades.

A leur demande ou à l'initiative de l'autorité investie du pouvoir de nomination, ces fonctionnaires peuvent être nommés par priorité, selon la procédure du changement de grade et dans les limites des emplois vacants, à un grade de leur rang. La collation de ces grades n'est soumise à aucune condition complémentaire et particulière de qualification professionnelle, justifiée par la nature des fonctions à exercer.

La nomination visée par le présent article doit être précédée de l'avis du Service de Santé administratif constatant que le fonctionnaire intéressé n'est plus apte à assurer l'exercice normal de sa fonction, sans être pour autant définitivement inapte.

#### Sous-section VI. — De la carrière du personnel d'autres services

**Art. 26.** Le grade de téléphoniste du rang 43 est conféré aux lauréats d'un concours de recrutement. Il peut être également conféré par voie de changement de grade.

#### CHAPITRE III. — Du mandat

**Art. 27. § 1er.** Le Collège peut conférer les emplois correspondant aux grades de rang 16, 15, 14 et 13 par mandat.

Le mandat à un emploi de rang 16 et 15 est accessible aux fonctionnaires de rang 14 ou 13.

Le mandat à un emploi de rang 14 est accessible aux fonctionnaires de rang 13.

Le mandat à un emploi de rang 13 est accessible aux fonctionnaires de rang 11.

A titre transitoire, durant une période de deux ans à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté, le mandat à un emploi de rang 13 est accessible aux fonctionnaires de rang 10.

§ 2. Le mandat ne peut intervenir qu'en vue de :

1° la réorganisation d'une unité administrative ou la mise sur pied d'une unité administrative chargée de nouvelles compétences ou de nouvelles matières;

2° la direction temporaire d'une unité administrative;

3° l'exercice d'une tâche de nature temporaire ou de finalité spécifique.

L'accord du fonctionnaire concerné doit être demandé au préalable.

§ 3. Lorsqu'elle décide d'attribuer un emploi par mandat, le Collège :

1° constate que l'emploi est vacant et qu'il y a lieu de l'attribuer par mandat;

2° détermine la durée du mandat;

3° détermine, le cas échéant, les dispositions de l'article 30 auxquelles elle déroge.

§ 4. Le mandat est attribué pour une période de deux ans minimum et six ans maximum.

§ 5. Le fonctionnaire désigné remplit effectivement le mandat.

Dans le cas où le fonctionnaire désigné ne peut exercer le mandat pour cause de maladie de longue durée ou de congés de maternité, l'autorité investie du pouvoir de nomination peut, en application de l'article 28, alinéa 2 et en dérogation de l'article 29, § 2, alinéa 1er, confier temporairement le mandat à un autre fonctionnaire pour une durée de six mois au maximum et ce, dans les conditions prévues par le présent arrêté.

**Art. 28.** Le Collège ne peut confier le mandat qu'aux fonctionnaires ayant une évaluation la plus positive.

Avant de confier le mandat, le Collège demande l'avis du Conseil de direction sur le candidat qu'elle estime le plus apte à être chargé du mandat.

Le Conseil de direction s'exprime sur base du dossier d'évaluation.

**Art. 29: § 1er.** Le Collège affecte le détenteur du mandat au grade et au rang correspondant à l'emploi vacant.

L'ancienneté de grade du détenteur du mandat est égale à son ancienneté dans le grade qu'il portait avant son affectation.

Le fonctionnaire bénéficie des avantages pécuniaires qui sont propres aux grades dont il a été revêtu par mandat. Il conserve ses titres à la promotion pendant l'exercice du mandat. La durée du mandat est également comprise dans l'ancienneté administrative et pécuniaire.

§ 2. Le mandat prend fin à l'expiration de la durée fixée sous réserve d'une prolongation éventuelle qui serait accordée. Il prend fin également si le fonctionnaire est promu à l'emploi qu'il occupe par mandat.

Le fonctionnaire qui est promu à un autre emploi que celui qu'il occupe par mandat, peut solliciter auprès de l'autorité qui a le pouvoir de nomination, d'être déchargé du mandat.

#### CHAPITRE IV. — De la promotion à un grade de niveau I

**Art. 30. § 1er.** Peuvent être promus :

1° à un grade de rang 14, les fonctionnaires du rang 13 qui comptent au moins une ancienneté de grade de 1 an;

2° à un grade de rang 13, les fonctionnaires de rang 11 qui comptent au moins un an d'ancienneté de grade et neuf ans d'ancienneté de niveau, et, ont suivi une formation sanctionnée par une épreuve ou un brevet.

§ 2 En l'absence d'au moins un candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être nommé à un grade de rang 13, le Collège est habilité à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence de l'ancienneté d'un tiers d'abord et de deux tiers ensuite, s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions.

La décision est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

CHAPITRE V. — *De la promotion à un grade de niveau 2, 3 et 4*

**Art. 31. § 1er.** Peuvent être promus :

- 1° à un grade de rang 25, les fonctionnaires de rang 24 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 2° à un grade de rang 24, les fonctionnaires de rang 22 qui comptent une ancienneté de niveau 2 de neuf ans au moins;
- 3° à un grade de rang 22, les fonctionnaires de rang 20 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 4° à un grade de rang 35, les fonctionnaires de rang 34 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins;
- 5° à un grade de rang 44, les fonctionnaires 43 ou 42 qui comptent une ancienneté de niveau 4 de neuf ans au moins;
- 6° à un grade de rang 43, les fonctionnaires de rang 42 qui comptent une ancienneté de grade de trois ans au moins.

§ 2. En l'absence d'au moins un candidat qui satisfait aux conditions d'ancienneté requise pour être nommé, le Collège est habilité à déroger à ces conditions en réduisant l'exigence d'ancienneté d'un tiers d'abord et de deux tiers ensuite, s'il n'y a toujours pas de candidats qui satisfont aux conditions.

La décision du Membre du Collège est mentionnée dans l'avis relatif à l'emploi vacant et dans le préambule de l'arrêté de nomination.

CHAPITRE VI. — *De la promotion par accession au niveau supérieur*

**Art. 32. § 1er.** Les concours d'accession au niveau supérieur sont organisés pour la promotion aux grades classés aux rangs 10, 20, 21, 26 ou 30.

Le Collège peut décider, en outre, d'octroyer certains grades d'autres rangs par concours d'accession au niveau supérieur. L'arrêté fixe les conditions de participation au concours sans que les conditions d'ancienneté de niveau énumérées au § 2 puissent être réduites.

§ 2. Le concours d'accession au niveau supérieur est ouvert :

1° pour la promotion à un grade de rang 10, à tous les fonctionnaires de niveau 2 qui comptent une ancienneté de niveau de quatre ans au moins et sont déjà titulaires d'un grade de rang 22 au moins, et à tous les fonctionnaires de niveau 2+ qui sont titulaires d'un grade de rang 27 et comptent une ancienneté de grade de 4 ans au moins et ceux titulaires d'un grade de rang 28;

2° pour la promotion à un grade de rang 26 à tous les fonctionnaires qui sont titulaires du grade de rang 22 et comptent une ancienneté de grade de 4 ans au moins, et à tous les fonctionnaires du grade des rangs 24 et 25;

3° pour la promotion au grade de secrétaire de direction, rang 26, à tous les assistants de direction principaux qui comptent une ancienneté de grade de 4 ans au moins et à tous les assistants de direction en chef;

4° pour la promotion au grade d'assistant de direction, rang 21, à tous les commis-dactylographes principaux et commis-sténo-dactylographes principaux qui comptent une ancienneté de grade de 4 ans au moins et à tous les commis-dactylographes chefs et commis-sténo-dactylographes chefs;

5° pour la promotion à un grade de rang 20, à tous les fonctionnaires qui sont titulaires du grade du rang 32 et comptent une ancienneté de grade de 4 ans au moins, et à tous les fonctionnaires du rang 34.

Lorsque la nature de l'emploi le justifie, le Collège peut ajouter des conditions à celles énumérées dans ce paragraphe;

6° pour la promotion à un grade de rang 30, à tous les fonctionnaires qui comptent une ancienneté de quatre ans au moins et qui sont titulaires d'un grade de rang 43 au moins.

§ 3. Les conditions de participation fixées en vertu des paragraphes 1er et 2 doivent être remplies la date fixée par le Secrétaire permanent au recrutement. L'agent qui ne remplira plus l'une ou l'autre des conditions pendant une épreuve quelconque de l'examen, perdra le bénéfice de la réussite du concours.

CHAPITRE VII. — *De la promotion par avancement de grade moyennant examen*

**Art. 33.** Le Collège peut prescrire un examen d'avancement de grade pour l'octroi d'autres grades.

**Art. 34.** La promotion par avancement de grade où un examen est obligatoire, est accordée dans l'ordre suivant

- 1° au lauréat de l'examen requis dont le procès-verbal a été établi en premier lieu;
- 2° parmi les lauréats d'un même examen, au lauréat qui a reçu l'évaluation la plus positive;
- 3° parmi les lauréats qui appartiennent tous au groupe ayant l'évaluation la plus positive, au lauréat le mieux classé selon les dispositions en vigueur.

**Art. 35.** le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1995.

**Art. 36.** Le Membre du Collège compétent pour la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 13 avril 1995.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Président du Collège.

R. HOTYAT,

Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique.

## VERTALING

N. 95 - 2333

[C - WIN - 31316]

**13 APRIL 1995. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie  
betreffende de loopbaan van de ambtenaren van de diensten  
van het College van de Franse Gemeenschapscommissie**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138, 163 en 178 van de Grondwet;  
Gelet op het Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;  
Gelet op het besluit 93/253 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden;  
Gelet op het besluit 93/254 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 houdende reglement van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten;  
Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;  
Gelet op het protocol nr. 95/3 van het bijzonder onderhandelingscomité van 10 april 1995;  
Op de voordracht van het Lid van het College, belast met het Openbaar Ambt,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een materie bedoeld in de artikelen 115, § 1, eerste lid, 121, § 1, eerste lid, 116, § 1, 127, 128, 129, § 1, 131, 132, 135, 137 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° De diensten van het College : de diensten bedoeld in artikel 3 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 houdende het statuut van de ambtenaren van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° het personeelsreglement : het reglement bedoeld in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 april 1995 tot vaststelling van het personeelsreglement van de diensten van het College.

**HOOFDSTUK I. — Algemene regels inzake de loopbaan en de bevorderingen**

**Art. 3.** De loopbaan van de ambtenaren van de instellingen verloopt in graden en hiërarchische niveaus en rangen. De niveaus van de graden die de ambtenaren kunnen bekleden zijn genummerd van 1 tot 4, waarbij het cijfer 1 toegekend wordt aan het hoogste niveau.

Binnen ieder niveau zijn de rangen genummerd volgens hun hiërarchisch belang, waarbij het hoogste getal overeenstemt met de hoogste rang.

Iedere rang wordt aangeduid met een getal van twee cijfers, waarbij het cijfer links het niveau aanduidt en het cijfer rechts de rang binnen het niveau.

Het niveau 1 bevat 7 rangen, genummerd van 10 tot 16.

Het niveau 2 + bevat 4 rangen, genummerd van 26 tot 29.

Het niveau 2 bevat 6 rangen, genummerd van 20 tot 25.

Het niveau 3 bevat 4 rangen, genummerd van 30 tot 35.

Het niveau 4 bevat 3 rangen, genummerd van 42 tot 44.

**Art. 4.** De bevorderingen kunnen worden toegelaten door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau.

**Art. 5.** Het personeelsreglement bepaalt de graden die toegang verlenen tot elk van de bij bevordering door verhoging in graad te verlenen betrekkingen.

Het kan bijkomende voorwaarden stellen inzake de beroepskwalificatie die vereist is om de betrekking die met de te begeven graad overeenstemt te bekleden.

**Art. 6.** Het personeelsreglement bepaalt eveneens de graden die bij wege van benoeming door verandering van graad kunnen worden toegekend, alsook de graden die er toegang tot verlenen.

Voor verandering van graad komen alleen in aanmerking de ambtenaren die ten minste zes maanden graadanciënniteit hebben.

Het personeelsreglement kan een hogere graadanciënniteit voorschrijven en bijkomende voorwaarden stellen inzake de beroepskwalificatie die vereist is om de betrekking die met de te begeven graad overeenstemt te bekleden.

Het kan daarenboven een onderzoek naar de beroepsgeschiktheid voorschrijven en legt in dat geval de regels hiervoor vast.

**Art. 7.** Behalve in de gevallen bedoeld door de bepalingen waardoor de vlakke loopbaan wordt geregeld, wordt iedere open betrekking door het College vacant verklaard alvorens zij kan worden begeven bij wege van bevordering door verhoging in graad of benoeming door verandering van graad.

Het personeelsreglement stelt de wijze vast waarop de vacature aan de belanghebbenden wordt bekendgemaakt, de termijn tussen de oproep tot de kandidaten en het indienen van de sollicitaties, evenals de vorm waarin de kandidatuur moet worden ingediend.

**Art. 8.** Voor iedere benoeming door verandering van graad en iedere bevordering door verhoging in graad in niveau 1, brengt de directieraad een met redenen omkleed advies uit.

De directieraad spreekt zich in zijn advies uit over iedere sollicitant die voldoet aan de vereisten om de te begeven betrekking te bekleden.

Hij neemt hierbij in overweging :

- 1° de beschrijving van de functie en de algemene en bijzondere voorwaarden die worden gesteld;
- 2° de aanspraken die de sollicitant kan laten gelden voor een benoeming of bevordering in de vacante betrekking;
- 3° het evaluatiedossier van de kandidaten.

Ingeval verscheidene sollicitanten dezelfde of gelijkwaardige aanspraken voor een benoeming of bevordering in de vacante betrekking kunnen laten gelden, wordt de voorkeur gegeven aan de ambtenaar met de beste waardering.

De directieraad formuleert een voorstel van benoeming dat ten hoogste zes namen van kandidaten per vacante betrekking bevat.

De kandidaten worden gerangschikt in de volgorde waarin zij voor de benoeming in aanmerking komen.

Van het voorstel wordt kennis gegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De ambtenaar die zich benaddeeld acht, kan binnen tien dagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de leidende ambtenaar, die de directieraad hiervan op de hoogte stelt.

Indien hij hierom verzoekt, wordt de ambtenaar door de directieraad gehoord. Hij kan zich daarbij laten bijstaan door een persoon naar zijn keuze.

De directieraad formuleert een definitief voorstel.

Indien het voorstel eenparig wordt uitgebracht, dan is het prioritair.

**Art. 9.** Met uitzondering van de bevorderingen in de vlakke loopbaan, worden de voorstellen voor iedere benoeming door verandering van graad en iedere bevordering door verhoging in graad in alle andere niveaus dan niveau 1 gedaan door de leidende ambtenaren van de instelling.

Voor de bevorderingen binnen een zelfde niveau wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat met de beste waardering.

Wanneer meerdere kandidaten de beste waardering kregen, wordt de voorkeur gegeven aan de kandidaat met :

- 1° de grootste graadanciënniteit;
- 2° bij gelijke graadanciënniteit, de grootste dienstanciënniteit;
- 3° bij gelijke dienstanciënniteit, de hoogste leeftijd.

Van de voorstellen wordt kennis gegeven aan de ambtenaren die zich kandidaat hebben gesteld voor de te begeven betrekking.

De ambtenaar die zich benaddeeld acht, kan binnen tien werkdagen na de kennisgeving bezwaar indienen bij de leidende ambtenaar.

De ambtenaar wordt op verzoek door de leidend ambtenaar gehoord. Hij kan zich daarbij laten bijstaan door een persoon naar zijn keuze.

De leidend ambtenaar formuleert een definitief voorstel.

**Art. 10.** De bevorderingen door verhoging in graad en benoemingen door verandering van graad worden verleend :

- a) door het College voor de graden van niveau 1;
- b) door het voor het Openbaar Ambt bevoegde Lid van het College voor de graden van niveau 2+, 2, 3 en 4.

**Art. 11.** De bevordering door verhoging in graad of door overgang naar het hogere niveau alsmede de verandering van graad worden verleend zonder dat daarvoor andere afsluitingen tussen de verschillende diensten van een zelfde instelling kunnen bestaan dan die welke door het College zijn vastgesteld.

## HOOFDSTUK II. — De vlakke loopbaan

### Afdeling I. — Algemene bepalingen

**Art. 12.** De vlakke loopbanen zijn die welke bepaald zijn in afdeling 2 van dit hoofdstuk.

**Art. 13.** Behoudens een negatieve beoordeling, bekomt de ambtenaar die een vlakke loopbaan heeft de bevordering tot elk van de graden van die loopbaan zodra hij vier jaar en vervolgens acht jaar graadanciënniteit telt.

Hij kan niet worden benoemd in een andere graad dan die welke behoren tot de vlakke loopbaan, tenzij hij

- 1° bekleed is met minstens de tweede van de tot de vlakke loopbaan behorende graden;
- 2° geslaagd is voor een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau.

### Afdeling II. — De bijzondere loopbanen

#### Onderafdeling I. — De loopbaan van het personeel van niveau 1

**Art. 14. § 1.** De graad van geneesheer hoofd van dienst van rang 11 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden voor geneesheren van rang 10 met vier jaar graadanciënniteit.

§ 2. De graad van adjunct-adviseur van rang 11 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden voor de ambtenaren van rang 10 met vier jaar graadanciënniteit.

#### Onderafdeling II. — De loopbaan van de maatschappelijke assistenten

**Art. 15.** De graden van rang 26 worden toegekend aan laureaten van een vergelijkend werwingsexamen die houder zijn van een diploma dat verband houdt met de toe te kennen betrekking of aan ambtenaren van rang 22 die minstens geslaagd zijn in het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau en een opleiding gevolgd hebben die verband houdt met de toe te kennen betrekking.

**Art. 16.** De graden van rang 27 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Zij worden voorbehouden voor de ambtenaren van rang 26.

**Art. 17.** De graden van rang 28 worden toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Zij worden voorbehouden voor de ambtenaren van rang 27.



## Onderafdeling III. — De loopbaan van het personeel van het directiesecretariaat

**Art. 18.** De graad van directiesecretaris in rang 26 wordt toegekend aan laureaten van een vergelijkend wervingsexamen of aan de eerstaanwezende directie-assistenten mits het slagen van een overgangsexamen tot het niveau 2+.

**Art. 19.** De graad van eerstaanwezend directiesecretaris in rang 27 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden voor directiesecretarissen van rang 26.

**Art. 20.** De graad van hoofddirectiesecretaris in rang 28 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden voor eerstaanwezende directiesecretarissen van rang 27.

## Onderafdeling IV. — De loopbaan van de directie-assistenten

**Art. 21.** De graad van directie-assistent in rang 21 wordt toegekend aan laureaten van een overgangsexamen tot het hoger niveau.

**Art. 22.** De graad van eerstaanwezend directie-assistent in rang 22 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden voor directie-assistenten van rang 21.

**Art. 23.** De graad van hoofddirectie-assistent in rang 23 wordt toegekend volgens de regels van de vlakke loopbaan. Hij wordt voorbehouden voor eerstaanwezende directie-assistenten van rang 22.

## Onderafdeling V. — De loopbaan van het personeel van niveau 3

**Art. 24.** De ambtenaren die de graden van klerk, klerk-hulpboekhouder, klerk-typist en klerk-stenotypist van rang 30 bekleden, kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van eerstaanwezend klerk, eerstaanwezend klerk-hulpboekhouder, eerstaanwezend klerk-typist en van eerstaanwezend klerk-stenotypist van rang 32 volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

De ambtenaren die de graden van eerstaanwezend klerk, eerstaanwezend klerk-hulpboekhouder, eerstaanwezend klerk-typist en van eerstaanwezend klerk-stenotypist bekleden, kunnen respectievelijk bevorderd worden tot de graden van hoofdklerk, hoofdklerk-hulpboekhouder, hoofdklerk-typist en van hoofdklerk-stenotypist volgens het beginsel van de vlakke loopbaan.

Onverminderd de eventuele toepassing van artikel 25 van dit besluit kunnen de ambtenaren die één van de in het voorafgaande lid opgesomde graden bekleden, niet door verhoging in graad of door verandering van graad benoemd worden in een andere graad dan diegene waarin voorzien is.

**Art. 25.** Dit artikel is van toepassing op de klerk-typisten, eerstaanwezende klerk-typisten, hoofdklerk-typisten, klerk-stenotypisten, eerstaanwezende klerk-stenotypisten en hoofdklerk-stenotypisten die minstens 45 jaar oud zijn of tenminste vijftien jaar effectieve dienst in deze graad tellen.

Op hun aanvraag of op het initiatief van de benoemende overheid kunnen deze ambtenaren bij voorrang benoemd worden volgens de procedure van de verandering van graad binnen de grenzen van de vacante betrekkingen tot een graad van hun rang. De toekenning van deze graden is niet onderworpen aan enige bijkomende en bijzondere voorwaarde van beroepsbekwaamheid, gerechtvaardigd door de aard van de uit te oefenen functies.

De in dit artikel bedoelde benoeming moet voorafgegaan worden door het advies van de administratieve gezondheidsdienst die vaststelt dat de betrokken ambtenaar niet meer bekwaam is de normale uitoefening van zijn functies te verzekeren, zonder daarom definitief onbekwaam te zijn.

## Onderafdeling VI. — De loopbaan van het personeel van andere diensten

**Art. 26.** De graad van telefonist in rang 43 wordt toegekend aan de laureaten van een vergelijkend wervingsexamen. Hij kan eveneens toegekend worden bij verandering van graad.

HOOFDSTUK III. — *Het mandaat*

**Art. 27. § 1.** Het College kan de betrekkingen overeenstemmend met de graden van rang 16, 15, 14 en 13 bij mandaat toekennen.

Het mandaat voor een betrekking in rang 16 en 15 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 14 of 13.

Het mandaat voor een betrekking in rang 14 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 13.

Het mandaat voor een betrekking in rang 13 is toegankelijk voor de ambtenaren van rang 11.

Bij wijze van overgangsmaatregel en gedurende een periode van twee jaar vanaf de datum van inwerkingtreding van dit besluit, is het mandaat voor een betrekking in rang 13 toegankelijk voor ambtenaren van rang 10.

§ 2. Het mandaat kan enkel worden toegekend met het oog op :

1° de reorganisatie van een administratieve eenheid of de inrichting van een administratieve eenheid belast met nieuwe bevoegdheden of met nieuwe materies;

2° de tijdelijke directie van een administratieve eenheid;

3° de uitoefening van een tijdelijke opdracht of van een specifieke taak.

De toestemming van de betrokken ambtenaar dient voorafgaand te worden aangevraagd.

§ 3. Wanneer het College besluit een betrekking bij mandaat toe te kennen, gaat het tewerk als volgt :

1° ze stelt vast dat de betrekking vacant is en dat ze bij mandaat dient te worden toegekend;

2° ze bepaalt de duur van het mandaat;

3° ze stelt in voorkomend geval de bepalingen van artikel 30 waarvan ze afwijkt, vast.

§ 4. Het mandaat wordt toegekend voor een periode van twee jaar minimum en zes jaar maximum.

§ 5. De aangeduide ambtenaar oefent daadwerkelijk het mandaat uit.

Indien de aangeduide ambtenaar het mandaat omwille van een langdurige ziekte of moederschapsverlof niet kan uitoefenen, kan de benoemende overheid in toepassing van artikel 28, tweede lid en in afwijking van artikel 29, § 2, eerste lid het mandaat tijdelijk aan een andere ambtenaar toekennen voor een duur van maximum zes maanden onder de in dit besluit voorziene voorwaarden.



**Art. 28.** De benoemende overheid kan het mandaat alleen toekennen aan ambtenaren die de meest positieve evaluatie genieten.

Voordat de benoemende overheid het mandaat toekent, verzoekt ze de directieraad een advies uit te brengen over de kandidaat die ze het meest geschikt acht om het mandaat uit te oefenen.

De directieraad spreekt zich uit op basis van het beoordelingsdossier.

**Art. 29. § 1.** De titularis van het mandaat wordt ingedeeld door het College in de graad en in de rang die met de vacante betrekking overeenstemmen.

De graadanciënniteit van de titularis van het mandaat is gelijk aan zijn anciënniteit in de graad die hij had vóór zijn aanduiding.

De ambtenaar geniet van de geldelijke rechten verbonden aan de graad die hem bij mandaat werd toegekend. Hij behoudt zijn aanspraken op bevordering tijdens de uitoefening van het mandaat. De duur van het mandaat wordt eveneens meegeteld in zijn administratieve en geldelijke anciënniteit.

§ 2. Het mandaat eindigt na de vastgelegde periode onder voorbehoud van een eventuele verlenging die toegekend zou worden. Het mandaat eindigt ook indien de ambtenaar bevorderd wordt tot de betrekking die hij bij mandaat bekleedt.

De ambtenaar die bevorderd wordt tot een andere betrekking dan diegene die hij bij mandaat bekleedt, kan bij de benoemende overheid vragen om van het mandaat te worden ontlast.

#### HOOFDSTUK IV. — *De bevordering tot een graad van niveau 1*

**Art. 30. § 1.** Kunnen worden bevorderd :

1° tot een graad van rang 14 : ambtenaren van rang 13 met ten minste een graadanciënniteit van een jaar;

2° tot een graad van rang 13 : ambtenaren van rang 11 met ten minste een graadanciënniteit van een jaar en negen jaar niveau-anciënniteit kunnen bevorderd worden en die een opleiding hebben gevolgd die werd afgesloten met een proef of een getuigschrift.

§ 2. Indien er niet ten minste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden benoemd tot een graad van rang 13 wordt het College gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde, en vervolgens met twee derde te verminderen indien er nog geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen.

De beslissing wordt vermeld in de bekendmaking van de vacante betrekking en in de aanhef van het benoemingsbesluit.

#### HOOFDSTUK V. — *De bevordering tot een graad van niveau 2, 3 en 4*

**Art. 31. § 1.** Kunnen worden bevorderd :

1° tot een graad van rang 25, de ambtenaren van rang 24 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

2° tot een graad van rang 24, de ambtenaren van rang 22 die ten minste negen jaar anciënniteit in niveau 2 tellen;

3° tot een graad van rang 23, de ambtenaren van rang 22 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

4° tot een graad van rang 22, de ambtenaren van rang 20 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

5° tot een graad van rang 21, de ambtenaren van rang 20 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

6° tot een graad van rang 35, de ambtenaren van rang 34 die ten minste drie jaar graadanciënniteit tellen;

7° tot een graad van rang 44, de ambtenaren van rang 43 of 42 die tenminste negen jaar anciënniteit in niveau 4 tellen;

8° tot een graad van rang 43, de ambtenaren van rang 42 die tenminste drie jaar graadanciënniteit tellen.

§ 2. Indien er niet ten minste één kandidaat is die de voorwaarden inzake anciënniteit vervult om te worden benoemd, wordt het College, met de goedkeuring van het Lid van het College belast met het openbaar ambt, gemachtigd van die voorwaarden af te wijken door de vereiste anciënniteit met één derde, en vervolgens met twee derde te verminderen indien er nog geen kandidaten zijn die de voorwaarden vervullen.

De beslissing van het Lid van het College wordt vermeld in de bekendmaking van de vacante betrekking en in de aanhef van het benoemingsbesluit.

#### HOOFDSTUK VI. — *De bevordering door overgang naar het hogere niveau*

**Art. 32. § 1.** De vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau worden georganiseerd voor de bevordering naar graden die in rang 10, 20, 21, 26 of 30 zijn gerangschikt.

Het College kan bovendien beslissen bepaalde graden van andere rangen ook bij wege van een vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau te verlenen. Het besluit stelt de voorwaarden van deelneming aan het vergelijkend examen vast, zonder evenwel de in § 2 gestelde voorwaarden inzake niveau-anciënniteit te mogen inkorten.

§ 2. Het vergelijkend examen voor overgang naar het hogere niveau staat open :

1° voor bevordering tot een graad van rang 10, voor alle ambtenaren van niveau 2 die ten minste vier jaar anciënniteit in dat niveau hebben en minstens reeds titularis zijn van een graad van rang 22 en voor alle ambtenaren van niveau 2+ die ten minste vier jaar anciënniteit in dat niveau hebben en minstens reeds titularis zijn van een graad van rang 27, alsook allen die titularis zijn van een graad van rang 28;

2° voor bevordering tot een graad van rang 26 voor alle ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 22 en ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen en voor alle ambtenaren van een graad van rangen 24 en 25;

3° voor bevordering tot de graad van directiesecretaris, rang 26, voor alle eerstaanwezende directiesecretarissen die ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen en voor alle hoofddirectiesecretarissen;

4° voor bevordering tot de graad van directiesecretaris, rang 21, voor alle eerstaanwezende klerk-typisten en eerstaanwezende klerk-stenotypisten die ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen en voor alle hoofdkerk-typisten en hoofdkerk-stenotypisten;

5° voor bevordering tot een graad van rang 20, voor alle ambtenaren die titularis zijn van een graad van rang 32 en ten minste vier jaar anciënniteit in de graad tellen, alsook voor alle ambtenaren van rang 34.

Indien de aard van de betrekking het wettigt kan het College bijkomende voorwaarden toevoegen aan degene die in deze paragraaf zijn gesteld;

6° voor bevordering tot een graad van rang 30, voor alle ambtenaren die ten minste vier jaar anciënniteit tellen en minstens reeds titularis zijn van een graad van rang 43.

§ 3. De deelnemingsvoorwaarden, bepaald krachtens § 1 en § 2 van dit artikel, moeten vervuld zijn op de door de Vaste Wervingssecretaris bepaalde datum. De ambtenaar die tijdens gelijk welk deel van het examen één van die voorwaarden niet langer vervult, verliest het voordeel van zijn slagen voor het vergelijkend examen.

#### HOOFDSTUK VII. — *Bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven*

**Art. 33.** Het College kan voor het verlenen van andere graden een examen voor verhoging in graad voorschrijven.

**Art. 34.** De bevordering door verhoging in graad waarvoor een examen is voorgeschreven, wordt verleend in deze volgorde :

1° aan de geslaagde van het vereiste examen waarvan het proces-verbaal het eerst werd afgesloten;

2° onder geslaagden van een zelfde examen, aan de geslaagde met de meest positieve evaluatie;

3° onder geslaagden die allen behoren tot de groep met de meest positieve evaluaties, de best gerangschikte volgens de geldende bepalingen terzake.

**Art. 35.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1995.

**Art. 36.** Het Lid van het College bevoegd voor Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 april 1995.

Vanwege het College :

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College

R. HOTYAT,

Lid van het College, belast met de Begroting en het Openbaar Ambt

F. 95 — 2334

[C — WIN — 31317]

#### 13 AVRIL 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'exercice d'une fonction supérieure dans les services du Collège de la Commission communautaire française

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des services du Collège de la Commission communautaire française;

Vu l'arrêté 93/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 93/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu le protocole n° 95/2 du Comité particulier de négociation du 10 avril 1995;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1er.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, § 1er, alinéa 1er, 121, § 1er, alinéa 1er, 116, § 1er, 127, 128, 129, § 1er, 131, 132, 135, 137 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

**Art. 2.** Il faut entendre par fonction supérieure, toute fonction correspondant à un emploi prévu au cadre d'un grade équivalant au moins à celui dont le fonctionnaire est revêtu même à titre de principalat et auquel est attachée une échelle de traitement plus avantageuse.

**Art. 3.** Le fait qu'un emploi soit définitivement vacant ou momentanément non occupé par son titulaire ne suffit pas à justifier que cet emploi soit conféré à titre provisoire.

**Art. 4.** Sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, §§ 1 et 2, seul un fonctionnaire qui remplit les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure peut être désigné pour l'exercice de cette fonction.

**Art. 5.** A défaut de fonctionnaire remplissant les conditions statutaires requises pour être nommé au grade correspondant à la fonction supérieure, un autre fonctionnaire peut être désigné pour l'exercice de cette fonction par acte de désignation motivé.